

Contre le fascisme islamiste organisé, pas d'union sacrée avec Macron Pour une véritable laïcité, totale et complète !

Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie au collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine, a été sauvagement assassiné par un jeune homme de 18 ans pour avoir proposé à ses élèves de quatrième de réfléchir à la liberté d'expression autour de caricatures de Mahomet publiées dans *Charlie Hebdo*. Nous condamnons ce meurtre immonde et exprimons notre totale solidarité avec les proches et les collègues de Samuel Paty, avec l'ensemble des travailleurs de l'enseignement public. C'est à l'enseignement, au savoir, à l'information, à la liberté d'expression, à l'art que s'en prend l'obscurantisme. Le fanatisme religieux n'attaque pas l'état-major de l'armée, il s'en prend à un professeur comme il s'en est pris précédemment en France à des usagers du métro, à des dessinateurs, à des Juifs qui faisaient leurs courses ou étaient à l'école, à des travailleurs prenant des loisirs dans une salle de spectacle, un stade, à des terrasses de café ou devant un feu d'artifices...

Alors que sa hiérarchie était avertie des intimidations qui pesaient sur Samuel Paty, alors que le collège avait reçu des appels menaçants, rien n'a été entrepris pour assurer sa protection. Déjà contraints par des programmes réactionnaires conduisant les enseignants à présenter favorablement la république bourgeoise dans des cours d'éducation morale et civique, les enseignants s'efforcent de défendre leur liberté pédagogique et la liberté d'expression dans toute la société, malgré les pressions des réactionnaires et des cagots de toute sorte.

Il faut proscrire de l'école, au même titre, toute influence de l'État et des prêtres.
(Karl Marx, 1875)

Le gouvernement Macron-Castex-Darmanin a beau jeu de verser des larmes de crocodile en multipliant les déclarations de soutien aux enseignants dont il s'efforce de détruire le statut, à l'enseignement public qu'il s'attache à détruire. Le gouvernement, cherchant à rivaliser avec les partis LR et RN, a sauté sur l'occasion pour renforcer son discours raciste contre le « séparatisme » et son amalgame entre musulmans et terroristes, pour annoncer un durcissement du droit d'asile déjà si restreint. D'aucuns les aident en déclarant que tous les réfugiés tchéchènes sont suspects.

Macron est le « chanoine de Latran », un titre attribué par le Pape et accepté par tous les présidents de la 5^e République. Tous les partis bourgeois, d'EELV au RN en passant par LREM et LR, acceptent de financer les clergés en Alsace et en Moselle. Tous les partis bourgeois et aussi le PS et le PCF quand ils étaient au gouvernement, ainsi que le chef de LFI quand il était ministre de l'enseignement professionnel, ont financé et financent « l'enseignement privé sous contrat », des établissements majoritairement aux mains de l'Église

catholique, une institution obscurantiste qui sépare sciemment les enfants les uns des autres. Sarkozy et bien des municipalités ont misé sur les Frères musulmans, cléricaux et oppresseurs des filles, pour maintenir l'ordre dans les quartiers populaires voués au chômage de masse et à la délinquance.

L'État français, par ses alliances avec le Pakistan et les monarchies absolues du Golfe qui répandent ouvertement le salafisme dans le monde entier et soutiennent les réseaux djihadistes en coulisse, contribue à diffuser le fondamentalisme religieux, l'oppression des femmes, l'antisémitisme, la répression des homosexuels, la haine des chiïtes et des Kurdes... L'État français, par ses interventions militaires dévastatrices dans des pays à population majoritairement musulmane (Mali, Libye, Syrie, ...), alimente la propagande djihadiste.



Les travailleurs de l'enseignement et toute la classe ouvrière, pour se défendre contre les menaces et exactions fascistes de fanatiques islamistes, ne peuvent faire bloc avec Macron, Blanquer et Darmanin, avec l'État bourgeois, avec la bourgeoisie française, car celle-ci les utilisera toujours pour son propre compte en divisant la classe ouvrière par le biais du racisme et de la xénophobie. Ce faisant, ce n'est pas la démocratie et la liberté que les représentants politiques et idéologiques de la classe dominante défendent, comme ils le prétendent, c'est la réaction !

Au contraire, la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, mutuelles, syndicats et partis, est de se prononcer :

Séparation complète de l'État et des religions : aucun financement sous aucune forme d'aucun culte, interdiction de « l'enseignement privé hors contrat » et nationalisation de « l'enseignement privé sous contrat » !

Contre l'union nationale ! Aucune restriction des libertés démocratiques ! Pas touche aux musulmans ! Liberté pour tous les travailleurs et tous les jeunes de circuler, étudier et travailler ! Aucune restriction à la liberté pédagogique ! Arrêt des immixtions politiques et des interventions militaires au Proche-Orient et au Sahel.

C'est sur cette base que doit se réaliser l'unité des travailleurs, qu'ils soient français ou étrangers, qu'ils soient athées ou croyants en quelque religion que ce soit.

19 octobre 2020